



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 26/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRUEL FAYER

LA RUBLONNIERE

CS 93801

35530 Noyal-sur-Vilaine

Références : CC/2024-0673

Code AIOT : 0006809744

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement GRUEL FAYER implanté ZA de Lauzard 82370 Labastide-Saint-Pierre. L'inspection a été annoncée le 02/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRUEL FAYER
- ZA de Lauzard 82370 Labastide-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0006809744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société GRUEL FAYER exploite un entrepôt logistique de produits d'agrofourniture sur la

commune de Labastide-Saint-Pierre (82). Cet établissement est autorisé à fonctionner par l'arrêté préfectoral du 25 juin 2014 modifié, sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4510 et 4511, avec statut Seveso Seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.I.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Demande d'action corrective	3 mois
10	Mise à jour des scénarios incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Sans objet
4	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
6	Interdiction de stockages en contenant fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A	Sans objet
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8	Sans objet
8	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI	Sans objet
11	Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.C	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plateforme logistique est convenablement gérée par l'exploitant. Les spécificités des liquides inflammables sont prises en considération.

Toutefois des actions correctives sont attendues sur les sujets suivants :

- base de données produits et connaissance fine des spécificités produits : mettre en visibilité les produits présentant des risques spécifiques, traiter le cas des liquides et solides liquéfiables combustibles, vérifier le respect du double classement des produits entre les rubriques 4XXX et 1436 ;
- se positionner vis-à-vis du seuil de stockage de 100 tonnes des liquides inflammables en contenants fusibles ;
- défense incendie : justificatifs à fournir sur l'adéquation des moyens existants aux nouvelles exigences pour la gestion des incendies sur les liquides inflammables en contenants mobiles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : L'exploitant (Gruel Fayer) dispose d'une base de données mise à jour quotidiennement pour chacun de ses sites, comprenant l'ensemble des références des produits stockés pour le groupe. Cette base de données reprend l'ensemble des mentions de danger, le classement associé, ainsi que l'emplacement de chaque produit.

À l'arrivée d'une nouvelle référence produit, un code article est attribué et la fiche de données de sécurité (FDS) est analysée par le service HSE groupe afin de déterminer les règles de classement dans la nomenclature et les conditions de stockage.

La base de données est commune aux 2 plateformes logistiques Seveso du groupe (environ 7000 références).

En séance, l'exploitant a présenté une édition sous format tableur du stock du jour reprenant:

–Un état des stocks exhaustif pour chaque référence: toutes les mentions de danger associées, la rubrique ICPE de classement, l'emplacement dans l'entrepôt stockage (cellule, allée), les volume unitaires.

Cette base de données, actualisée tous les jours, est générée via deux outils informatiques de gestion des stocks et est envoyée automatiquement par mail au responsable HSE global ainsi qu'à son adjoint.

Le logiciel de gestion utilisé (SAP) permet également de connaître à tout instant les références des produits stockés dans son entrepôt, qui se basent sur les entrées/sorties quotidiennes grâce à un système de scan des produits.

Les FDS sont accessibles sur demande pour le responsable HSE global et son adjoint.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme indiqué dans cet article, les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, doivent figurer spécifiquement sur les états des stocks. L'exploitant doit améliorer, si nécessaire, sous 3 mois, le rendu de ses états des stocks pour les faire figurer spécifiquement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

Prescription contrôlée :

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance l'édition, sous format tableur, de l'état des stocks simplifié et vulgarisé répondant aux attentes de cet article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – fréquence de mise à jour
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans la fiche N°1, l'état des stocks est mis à jour tous les jours, est transmis automatiquement au responsable HSE et son adjoint et est disponible sur demande auprès des deux intéressés.</p> <p>Les liquides et solides liquéfiables combustibles ne sont pas comptabilisés spécifiquement (pas d'identification possible avec les colonnes disponibles dans le tableur de l'état des stocks exhaustif).</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général du site sous format papier avec localisation et pictogrammes des matières dangereuses.</p> <p>L'exploitant indique réaliser son inventaire physique 2 fois par an.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, améliorer le format de sa base de données afin de pouvoir identifier spécifiquement les liquides et solides liquéfiables combustibles et être en capacité de les identifier dans l'extraction "état des stocks" sous forme de tableur.</p> <p>D'un autre côté, l'exploitant doit vérifier s'il réalise bien le double classement prévu par la réglementation pour les produits qui seraient à la fois classables dans des rubriques 4XXX (par exemple des produits toxiques ou dangereux pour l'environnement) et dans la rubrique 1436 (pour leurs propriétés inflammables). Si besoin, l'exploitant transmettra, sous 3 mois, à l'inspection des installations classées, un bilan de ce travail et de l'impact sur les volumes autorisés sous la rubrique 1436.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative

Prescription contrôlée :

Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1.

Constats :

La base logistique GRUEL FAYER a été autorisée par arrêté préfectoral du 25 juin 2014 (dossier déposé après le 01/01/2013). Le site est classé Seveso seuil haut pour le stockage de produits toxiques (4110, 4130, 4140 et 4150) et dangereux pour l'environnement (4510). En 2014, le site était à autorisation pour la rubrique 1432 (liquides inflammables) – rubrique supprimée depuis et à enregistrement pour la rubrique 1510 (entrepôt).

Depuis la lettre préfectorale du 19 juillet 2017 mettant à jour le classement des activités, Le site est désormais soumis à enregistrement pour la rubrique 4331 (stockage de liquides inflammables de catégorie 2 et 3).

Selon le « guide de lecture des textes relatifs aux liquides inflammables – partie E » de décembre 2022, les installations sont considérées comme des « installations récentes anciennement A 1432 & 1510 ». Le socle des dispositions réglementaires applicables, sur le sujet « liquides inflammables » est donc l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 selon les dispositions fixées aux annexes VIII point I et XI.

Les constats réalisés le jour de l'inspection, sur la base notamment de l'état des stocks disponible, ainsi que sur la visite du site, montrent que :

- le site ne dispose pas de réservoirs fixes,
- les quantités de liquides inflammables en récipients mobiles sont inférieures à 100 tonnes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.I.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative – seuil des 100 et 1000 T

Prescription contrôlée :

Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des

installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
<p>Constats :</p> <p>Sur la base des tableurs mentionnés à la fiche N°1, l'inspection a pu vérifier que les tonnages de produits comprenant les phrases de risque H224, H225, H226 et HP3 sont largement inférieurs à 100 tonnes le jour de l'inspection.</p> <p>L'arrêté du 24 septembre 2020 n'est donc, pour l'heure, pas applicable sur site (Cf. point N°4).</p> <p>L'exploitant indique toutefois que même si le jour de l'inspection, les quantités n'étaient pas supérieures aux seuils définis pour l'applicabilité automatique de l'arrêté du 24 septembre 2020 (100 tonnes de liquides inflammables stockés en contenants fusibles), il est néanmoins possible qu'il ait besoin de souplesse en fonction de l'activité du site, qui dépend de la demande et des typologies de contenants gérés par les clients.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit indiquer à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, sa décision par rapport au seuil des 100 tonnes de contenants fusibles pour le stockage de liquides inflammables sur le site. S'il décide de demander la possibilité de stocker plus de 100 tonnes de liquides inflammables (phrases de risque H225, H226, H227), il devra transmettre un récolement à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.</p> <p>Dans le cas inverse ou sans réponse de sa part, il sera proposé à monsieur le Préfet, d'acter explicitement, par arrêté préfectoral complémentaire, la limite des 100 tonnes en contenants fusibles dans son autorisation d'exploiter.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Interdiction de stockages en contenant fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenant fusibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p> <p>B.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.</p>

<p>C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite</p>
<p>Constats :</p> <p>À partir de l'état des stocks présenté, l'inspection a pu constater que l'exploitant ne stockait pas de produits avec la mention de danger H224.</p> <p>En revanche, l'état des stocks présenté fait état de produits ayant la mention de danger H225. Lors de l'inspection, il a été constaté que ces produits peuvent être stockés en contenants plastiques d'une capacité allant jusqu'à 50L, ainsi qu'en grand récipient vrac (GRV) qui sont pour la majorité fusibles (plastique).</p> <p>L'exploitant devra prendre toutes les dispositions, d'ici le 1er janvier 2027, pour arrêter le stockage de liquides inflammables H225 en contenant fusible conformément aux exigences de cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : État des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées - Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, mises en œuvre, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion, toxique). L'exploitant dispose d'un plan général de l'installation indiquant ces différentes zones.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général de l'installation mentionnant les différentes zones à risques (plan présent dans son POI).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Étude des effets thermiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Étude des effets thermiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables :</p>

<p>-aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ;</p> <p>-aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites.</p> <p>-aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.</p> <p>I- L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.</p> <p>En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée</p> <p>-lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ;</p> <p>-lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8kW/ m²).</p> <p>II.-Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/ m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est classé Seveso seuil haut. Il dispose donc d'une étude de dangers (la dernière version en vigueur date de 2013) dont un réexamen est réalisé tous les 5 ans (prochain prévu à l'été 2024). Selon les modélisations présentées dans l'étude de dangers, l'ensemble des flux thermiques 8 kW/m² sont compris dans l'emprise foncière du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Mise à jour du plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour du plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs

internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;
- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction ;
- l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14.

Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un Plan de Défense Incendie (PDI) daté du 14/09/2022 qui renvoie au Plan d'Opération Interne (POI) pour certains sujets comme:

- le schéma d'alarme, d'alerte et d'intervention ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours ;
- les scénarii principaux (dont incendie).

Le PDI comprend bien:

- les éléments relatifs à la formation et compétences du personnel sur place ;
- les éléments de dimensionnement du système d'extinction automatique (non examinés car uniquement référencés dans le PDI).

En revanche, le PDI doit être amélioré pour répondre aux attentes spécifiques suivantes pour les cellules 1 et 2 (stockages de liquides inflammables):

- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction, des opérations permettant d'éviter la

<p>propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction; - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction; - les protocoles d'aide mutuelle ou conventions <u>si concerné</u>.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de répondre aux attentes exprimées dans cet article, l'exploitant, doit, sous 3 mois, compléter son PDI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Mise à jour des scénarios incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour des scénarios incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ; 2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ; 3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ; 4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ; 5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ; 6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment ; <p>Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ; -la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ; -la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation ; <p>Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :</p>

-dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1,2 et 3 ;
 -dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ;
 -dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6.
 Le plan de défense incendie ainsi que ces mises à jour est tenu à la disposition de l'inspection des installations Il est transmis aux services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant est concerné par cet article uniquement pour les cellules de stockage 1 et 2 et le quai de chargement / déchargement.

Les exigences de cet article n'ont pas été détaillées en séance mais ont été regardées, a posteriori, dans la perspective de la remise prochaine du réexamen quinquennal de l'étude de dangers du site.

Le site dispose d'une étude de dangers datée de 2013 (rédigée lors de la demande d'autorisation d'exploiter) et dont le 2 réexamen quinquennal est attendu à l'été 2024.

Dans l'étude de dangers de 2013, les scénarii suivants ont été étudiés:

- incendie d'une cellule de stockage ;
- incendie au niveau de la zone de chargement / déchargement ;
- incendie au niveau de la remorque d'un camion.

L'étude de dangers détaille également les exigences fixées à la conception afin d'équiper les différentes cellules, dont les cellules 1 et 2 (liquides inflammables) d'une extinction automatique à la mousse.

L'étude de dangers du site étant antérieure à l'arrêté ministériel et selon les éléments dont elle dispose, l'inspection des installations classées n'est pas certaine du respect des exigences de cet article.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

De façon générale, le réexamen quinquennal de l'étude de dangers permet à l'exploitant de s'interroger et de démontrer la bonne prise en considération des nouvelles réglementations applicables sur son site.

Dans le cadre du réexamen quinquennal de son étude de dangers attendu à l'été 2024, l'exploitant, devra donc notamment, vérifier la conformité de ses installations d'extinction automatique aux exigences de cet article pour les cellules 1 et 2 et en apporter la démonstration. Le Plan de Défense Incendie sera mis à jour à l'issue si nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.C
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des parties de bâtiment sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur.</p> <p>Pour chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage sur rack.</p> <p>Ces dispositions ne s'appliquent pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.</p> <p>Constats :</p> <p>Les cellules 1 et 2, stockant des liquides inflammables, sont équipées d'une détection automatique d'incendie distincte du système d'extinction automatique incendie. Le système de détection installé est un système par aspiration à 2 seuils. Un nettoyage trimestriel de l'installation est réalisé par un prestataire extérieur.</p> <p>Les prestataires extérieurs chargés de la maintenance du système de détection et des portes coupe-feu interviennent en même temps afin de tester la chaîne complète (détection + alarme + fermeture des portes). Leur visite est semestrielle.</p> <p>Le rapport du dernier contrôle réalisé en novembre 2023 a été présenté en séance. Il n'appelle pas de remarques particulières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite